



A754-Rapport économique 2023

JORDANIE

14 juin 2023

Résumé

La Jordanie est une économie émergente de taille moyenne, très ouverte au commerce extérieur avec un PIB de 48 \$ milliards et un PIB par habitant de 4,670 \$. Le Royaume hachémite est classé par la Banque Mondiale comme un «pays aux revenus moyens faibles». Le pays est dépendant de l'importation pour une grande partie de ses besoins et son économie budgétaire est fragilisée par un endettement important. La Jordanie a globalement fait preuve de résilience au cours de l'année 2022, enregistrant une croissance de 2.4%, portée par un secteur touristique en forte progression. Celui-ci compte pour 20% du PIB et les revenus liés au tourisme ont atteint 5,8 \$ milliards en 2022, en augmentation de 110.5% en comparaison à l'année précédente. De plus, les institutions internationales et les partenaires économiques continuent de soutenir massivement le pays et contribuent ainsi au maintien de sa stabilité. L'aide financière internationale a atteint près de 2,5 \$ US milliards en 2022.

Afin d'attirer les investissements étrangers qui sont freinés par la bureaucratie, la corruption et de grandes faiblesses structurelles, l'Etat jordanien tente de rendre l'économie plus transparente, plus ouverte et plus compétitive. Cependant, la position concurrentielle de l'économie jordanienne a rétrogradé en 2022 en comparaison aux années précédentes, signe que la Jordanie se doit de prendre au plus vite des mesures sérieuses pour réformer et dynamiser son économie. Le royaume hachémite figure à la 56^{ème} position (-7) du classement annuel de compétitivité de l'IMD et en 53^{ème} position du *World Digital Competitiveness* (-4).

Malgré le retour de la croissance économique suite à la pandémie de la COVID qui a fortement impacté le pays, le contexte social reste tendu, puisque les Jordaniens et les Jordaniennes sont touchés par l'inflation (3.34%), conséquence de la guerre russo-ukrainienne. De plus, le taux de chômage est élevé (23.1%), en particulier parmi la jeunesse puisque 46.9% des jeunes actifs de 15 à 24 ans sont sans emploi, ce qui impacte négativement la dimension sociale des jeunes jordaniens, poussant nombre d'entre eux à émigrer. Les manifestations de décembre 2022 contre la hausse des prix du carburant soulignent l'inquiétude des habitants sur l'augmentation du coût de la vie. La population a plus que doublé, principalement en raison de l'accueil massif de réfugiés, passant de 5 à 11 millions d'habitants au cours des deux dernières décennies, accentuant la pression sur des ressources naturelles limitées. Le Royaume est par ailleurs confronté à plusieurs risques climatiques, notamment l'augmentation des températures, la diminution des précipitations et

l'augmentation des sécheresses. Enfin, les tensions politiques et l'instabilité de la région, avec la proximité de l'Irak, de la Syrie, d'Israël et de la Palestine, sont des éléments régulièrement cités comme risques par les acteurs économiques.

Pour la Suisse, la Jordanie représente un partenaire économique de taille modeste, même si des potentiels de développement existent. En 2021, on comptait onze filiales d'entreprises suisses en Jordanie, employant 1 853 personnes. La Jordanie était, en 2022, le 6^{ème} pays d'exportation pour la Suisse au Moyen-Orient (CHF 1 075 millions). Du point de vue jordanien, la Suisse représente un partenaire économique notable puisque la Confédération est le 7^{ème} partenaire en termes d'importations (3.14% du total des importations jordanienes).

TABLE DES MATIÈRES

1	SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE	4
2	SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES	6
3	POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE	8
3.1	Politique et priorités du pays hôte	8
3.2	Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)	9
4	COMMERCE EXTÉRIEUR	10
4.1	Evolution et perspectives générales	10
4.2	Commerce bilatéral	10
5	INVESTISSEMENTS DIRECTS	11
5.1	Evolution et perspectives générales	11
5.2	Investissements bilatéraux	12
6	PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE	12
6.1	Instruments de la promotion économique extérieure suisse	12
6.2	Intérêt du pays hôte pour la Suisse	13
ANNEXE 1 – Structure de l'économie		14
ANNEXE 2 – Principales données économiques		15
ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux		16
ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux		17
ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs		18

1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

La croissance économique du Royaume hachémite a atteint 2.4% en 2022, confirmant le rebond économique qui a suivi la crise sanitaire de la COVID, mais reste en deçà de la moyenne des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (5.4%). La croissance est portée par la réouverture de l'ensemble des secteurs économiques ainsi qu'une **forte reprise du tourisme international**. Le FMI prévoit pour 2023 une croissance économique modeste de 2.7%. Toutefois, malgré une amélioration du contexte économique, la Jordanie reste en proie à une situation économique difficile, touchée par l'inflation, bien que celle-ci soit plus modérée que dans d'autres pays de la région. La croissance économique ne profite pas à l'ensemble de la population et l'inflation impacte durement la vie des Jordaniens et des Jordaniennes, notamment ceux en situation de précarité.

D'un point de vue général la Jordanie fait face à un **taux de pauvreté relativement élevé**, à savoir 24.1% en 2022. Le **PIB par personne s'établit en 2022 à 4 670 \$ US**, un niveau très en dessous de celui de la plupart des pays limitrophes, tels qu'Israël (53 840 \$ US), l'Arabie Saoudite (28 148 \$ US) et l'Irak (5 797 \$ US).¹

Le salaire minimum jordanien s'élevait la même année à 366,72 \$ US par mois et la durée légale de travail était de 48 heures hebdomadaires maximum. De plus, le salaire moyen mensuel, d'environ 600 \$ US, est bien souvent insuffisant pour mener une vie décente.

La population jordanienne n'est pas homogène et les grandes disparités économiques se reflètent dans le mode de vie et de consommation. Les habitants de la capitale semblent davantage tournés vers l'Europe et les États-Unis quand la population rurale des provinces est plus conservatrice et plus pauvre. La population jordanienne est principalement **caractérisée par sa jeunesse**. En effet, 63% des Jordaniens et des Jordaniennes sont âgés de moins de 30 ans et l'âge médian se situe à 23,5 ans. Le gouvernement doit de surcroît répondre aux aspirations des jeunes jordaniens, en manque d'opportunités économiques et qui aspire à quitter le pays (45% des 18-35 ans songent à l'émigration).

Le climat des affaires du pays s'est amélioré ces dernières années, comme le relèvent plusieurs organisations internationales telles que la Banque mondiale ou le FMI. Les relations diplomatiques solides avec le monde occidental, la dépendance du royaume aux importations et la bonne perception des produits européens (considérés comme de meilleure qualité) sont autant d'éléments positifs pour les investisseurs étrangers. Toutefois, des obstacles importants demeurent, en particulier dans le domaine législatif. La Jordanie n'a mis fin qu'en mai 2023 aux lois promulguées au début de la COVID-19, qui donnaient aux autorités le pouvoir d'appliquer l'état d'urgence, lequel servait notamment, selon les groupes de défense des droits, d'excuse pour supprimer les libertés civiles et politiques. Les modifications et amendements fréquents de lois, ainsi qu'un système bureaucratique développé et peu digitalisé, sont des freins à l'épanouissement des entreprises.² De plus, l'immatriculation ou la dissolution d'une société peut être un processus long et coûteux.

Ainsi, le *Hashemite Kingdom's Consumer Price Index* a mesuré **une inflation** de 3.34% pour le premier semestre 2022 et le FMI a mesuré 3.79% sur l'ensemble de l'année. L'augmentation des prix a particulièrement touché les hydrocarbures, l'énergie, l'alimentation et les loyers. Le niveau de l'inflation n'a cependant pas atteint les taux extrêmement élevés de certains pays de la région, tels que l'Égypte (21.6%), le Liban (84.9%) ou la Turquie (50.6%).³ Fin décembre 2022, **des manifestations violentes**⁴, entraînées par les chauffeurs routiers ont secoué le sud du pays suite à l'augmentation de taxes gouvernementales et la hausse du prix des carburants. Lors du dernier trimestre de 2022, **le taux de chômage** officiel s'élevait à 23.1% (20.5% pour les hommes contre 33.1% pour les femmes). De plus, 46.9% des jeunes actifs de 15 à 24

¹ Banques centrales et instituts nationaux des statistiques

² Le premier Ministre Bisher Al Khasawneh a annoncé fin mars 2023 l'élaboration d'une nouvelle loi de partenariat public-privé, visant à réduire ces obstacles.

³ International Monetary Fund, 2023

⁴ Les manifestations ont principalement touché les villes de Karak, Ma'an et Tafila. Elles ont entraîné la mort de quatre policiers et un civil et l'arrestation de 44 personnes.

ans étaient sans emploi, ce qui a des répercussions sociales importantes dont l'augmentation de la consommation et du trafic de drogues, expliquant en partie l'essor récent de **la contrebande de stupéfiants** à la frontière syro-jordanienne. Le fait que près de la moitié des jeunes soient sans emploi, contribue grandement à la détérioration des conditions sociales et représente un réservoir d'inquiétude et de frustration pouvant mener à de nouveaux troubles sociaux. Avec 14.5% de taux d'emploi en 2021, **les Jordaniennes** font partie des femmes les moins présentes sur le marché du travail, bien qu'elles soient scolarisées à plus de 90% et qu'elles représentent 56% de l'ensemble des étudiants universitaires du Royaume. Plus présentes dans le secteur informel, elles manquent de sécurité sociale, et sont victimes potentielles de harcèlement ou de chantage. Les hommes gagnent un salaire plus élevé que les femmes (les chiffres varient mais l'écart moyen est de 30%). De plus, les mesures de préventions et de lutte contre la corruption sont bien souvent inefficaces, en témoigne le classement du royaume en 61^{ème} position (2021 : 59^{ème}) de l'indice de perception de la corruption de Transparency International.

La Jordanie est peu dépendante directement de la Russie ou de l'Ukraine. Cependant, l'augmentation mondiale des prix de l'énergie, directement liés à la guerre en Ukraine, a fortement impacté la population jordanienne, en particulier en ce qui concerne le chauffage et les carburants – par ailleurs raison principale des émeutes de fin 2022. Le risque d'instabilité économique et de pénurie alimentaire au niveau régional existe et ne peut être négligé. Les conséquences potentielles d'une telle situation auraient des impacts directs sur la Jordanie, dont l'économie est liée à celles des pays de la région. De plus, la durabilité des approvisionnements de la Jordanie n'est pas sécurisée dans le temps (forte tension des marchés alimentaires en raison d'une demande élevée et de prix en augmentation). La Jordanie a réagi à la hausse des prix du blé en réduisant sa consommation et ses importations. En mars 2022, un mois après le début de la guerre en Ukraine, les quantités de blé importées par la Jordanie étaient en baisse en comparaison à l'année précédente (- 41%).⁵ La Jordanie s'approvisionne en céréales principalement auprès de la Roumanie, de la Bulgarie et de l'Inde.

La Jordanie demeure un pays fortement endetté. **La dette publique** représentait en 2022 90.9% du PIB. Néanmoins, les projections du FMI prévoient une baisse régulière de la dette publique dans les cinq prochaines années pour atteindre 79.8% du PIB en 2027.⁶ Il est à noter que la Jordanie dispose d'un des niveaux d'endettement régional les plus importants, les pays de la région MENA étant endettés en moyenne à hauteur de 48.2% de leur PIB.⁷ La hausse des taux d'intérêts suite aux interventions de la banque centrale américaine et de la banque centrale européenne afin de lutter contre l'inflation risque de peser fortement sur le budget jordanien.

Le déficit commercial de la Jordanie s'est accentué en 2022 de 22.4%, passant de 12,19 \$ US milliards (2021) à 14,93 \$ US milliards. Les exportations ont atteint 12,39 \$ US milliards (+32.3%) et les importations ont de leur côté représenté un montant de 27,32 \$ US milliards (+26.7%).⁸

Le soutien **des donateurs internationaux** est primordiale pour la Jordanie afin de faire face aux chocs exogènes négatifs résultant de la hausse des prix des matières premières, mais aussi pour assurer l'accueil des 1,3 million de **réfugiés syriens** actuellement présents sur le sol jordanien. Certains secteurs d'emplois sont ouverts aux réfugiés, mais les barrières à l'embauche sont nombreuses. La plupart des réfugiés syriens travaillent de manière informelle et dans des situations de précarités, sans sécurité d'emploi ni de salaire.

Les priorités économiques du gouvernement comprennent la mise en œuvre de plusieurs projets, dont le développement ferroviaire, la construction d'un réseau électrique régional interconnecté (Égypte, Irak, Liban et Palestine), la modernisation des champs pétroliers de Hamza et de gaz d'Al-Risha ou bien encore le projet de dessalement et de transport d'eau

⁵ World trade and economic growth, 2021-22, World Trade organization

⁶ World Economic Outlook database: October 2022, FMI

⁷ Ibid

⁸ Department of Statistics

entre Aqaba et Amman. Au regard des budgets des années précédentes, celui voté en 2022 semble particulièrement ambitieux. Les recettes du budget de l'État en 2022 ont été estimées à 8,9 milliards JOD, financées à hauteur de 68 % par les recettes fiscales, 10 % par l'aide internationale et 22 % par d'autres ressources non fiscales.

Le Royaume entend réformer son modèle de croissance, et ce grâce à plusieurs plans de restructurations économiques. Le **Economic Priorities Program (EPP) 2021–2023** établit les réformes prioritaires et définit une nouvelle vision économique pour le pays.⁹ Le EPP fixe trois objectifs :

- Création d'emplois pour les Jordaniens et les Jordaniennes dans le secteur privé grâce à l'amélioration de l'environnement économique
- Encourager les investissements nationaux et étrangers en augmentant la compétitivité
- Augmenter les exportations de biens et de services en définissant des secteurs stratégiques, à savoir le tourisme, l'agriculture, l'industrie et l'IT

En plus du EPP, le gouvernement jordanien a dévoilé en 2022 le **Economic Modernisation Vision**, un plan de 10 ans ayant pour but de créer 1 million d'emplois, d'augmenter le revenu réel moyen par habitant de 3 % par an et de doubler le PIB grâce à une injection de 57,83 milliards de dollars. Ce plan vise aussi l'établissement d'une croissance durable d'ici à 2033.¹⁰

Le plan repose sur huit objectifs :

- Faire de la Jordanie un hub régional industriel grâce à une forte croissance et l'exportation de produits de haute qualité et à fortes valeurs ajoutées
- Accroître l'exportation de services au niveau régional et mondial
- Développer le secteur touristique et cinématographique
- Anticiper les besoins futurs en formant la jeunesse
- Optimiser l'usage des ressources naturelles
- Encourager les investissements nationaux et étrangers
- Soutenir une croissance économique durable
- Améliorer la qualité de vie des Jordaniens et des Jordaniennes

A noter toutefois que des doutes subsistent quant à la faisabilité de ce projet et au réalisme des financements.

2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES

L'économie jordanienne est **de taille modeste, relativement diversifiée et très ouverte au commerce extérieur**. La taille du marché intérieur jordanien limitée n'offre qu'un potentiel réduit. Cependant, les acteurs économiques étrangers peuvent bénéficier de la position géographique privilégiée de la Jordanie, au carrefour de trois continents et porte d'entrée de la péninsule arabique, ainsi que de la stabilité politique et sécuritaire qui distingue la Jordanie d'autres pays de la région.

En 2021, le secteur le plus important était celui des services, représentant 67.5% du PIB et employant 72.5% de la population active, suivi du secteur manufacturier et du secteur primaire (respectivement 27.1% et 5.4% du PIB et employant 24.4% et 3% de la population active). Concernant la part des différents secteurs économiques dans le PIB, le tourisme compte pour environ 20%, suivi de l'industrie manufacturière (19.6% du PIB), de l'immobilier (12.1%), du transport et des communications (9.8%), des services publics (9.7%), du commerce (8.9%) et des services financiers (7.9%).¹¹

La fonction publique est le premier employeur du pays avec près de 40 % des Jordaniens en activité qui travaillent dans le secteur public. Près de la moitié des femmes employées ont un emploi dans le secteur public, contre 37 % des hommes.¹²

⁹ Government's Economic Priorities Program 2021-2023

¹⁰ <https://www.jordanvision.io/img/vision-en.pdf>

¹¹ Department of Statistics (Jordan)

¹² Jobs Diagnostic Jordan, World Bank Group, 2019

La Jordanie a observé **une forte augmentation des revenus du tourisme après la crise sanitaire de la COVID**. Le royaume a généré 5,8 \$ US milliards de revenus liés au tourisme au cours de l'année 2022, soit une augmentation de 110,5% par rapport à l'année précédente et dépassant même les résultats de 2019, année de référence avant la pandémie mondiale. Plus de 5 millions de touristes étrangers ont visité la Jordanie en 2022.¹³ Le tourisme est non seulement l'un des piliers de l'économie jordanienne mais c'est aussi le plus grand employeur du secteur privé. C'est une source de revenus extrêmement importantes pour de nombreuses petites et moyennes entreprises (PME) ainsi que pour les populations locales habitants à proximité des lieux touristiques.¹⁴ Il convient de souligner aussi que le tourisme a fortement contribué à l'émergence de l'auto-entreprenariat dans le pays.¹⁵ La Jordanie développe plusieurs types de tourisme, entre autres ; le tourisme de loisirs, religieux, d'affaire, d'étude, balnéaire et cinématographique. La Jordanie est aussi le premier pays du Moyen-Orient en termes de tourisme médical. Le royaume hachémite est une destination populaire pour les ressortissants des pays du Golfe à la recherche de traitements médicaux abordables et de qualité. Le Ministre du Tourisme et des Antiquités a publié le **Jordan National Tourism Strategy 2021-2025**. Le plan prévoit d'établir et de répondre aux faiblesses du secteur touristique jordanien en mettant en valeur les sites historiques, en développant des partenariats avec le secteur privé et en encourageant les investissements.¹⁶ Le plan prévoit des investissements financiers sur trois ans (2022 – 2024) dans quinze sites touristiques. De surcroît, le gouvernement jordanien a dévoilé, en décembre 2022, un plan de développement du site Al-Maghtas, lieu probable du baptême de Jésus. Le projet, d'un coût de 300 \$ US millions, vise à créer un village touristique et prévoit d'attirer un million de pèlerins et de touristes d'ici à 2030.

Aqaba, seul accès maritime du pays, semble être un autre point de développement majeur pour les années à venir. Le *Aqaba Development Corporation* a signé en septembre 2022 un MoU avec l'entreprise néerlandaise APM Terminals concernant un investissement à hauteur de 242 \$ US millions. Le projet prévoit la transformation du **port d'Aqaba en un hub régional et l'augmentation du commerce maritime**. En outre, *Aqaba Development Corporation*, avec le soutien de l'entreprise émiratie AD Ports Group, a ouvert en janvier 2023 un port de croisière. Près de cinquante paquebots de croisière ont accosté à Aqaba durant les quatre premiers mois de l'année 2023. D'autres partenariats sont prévus avec AD Ports Group, dans le but d'étendre les activités du port d'Aqaba et d'accroître le potentiel touristique du triangle d'or jordanien.¹⁷

La Jordanie est **l'un des pays les plus pauvres en eau, mais aussi un pays qui en gaspille beaucoup** : environ la moitié de son approvisionnement se perd en usage illégal et en fuites. L'agriculture est grande consommatrice d'eau potable, souvent pour des cultures non adaptées au climat. Le *National Water Carrier Project* prévoit d'acheminer d'Aqaba à Amman de l'eau dessalée. Le pipeline d'une longueur de 450 km permettra le transport annuel de 300 millions de mètres cubes d'eau. Ce projet, soutenu par les américains, est attendu pour 2027 et a un coût estimé par les autorités jordanienes à 2,5 \$ US milliards. À la fin de l'année 2022, le gouvernement jordanien a réussi à sécuriser 2 \$ US milliards grâce à des prêts et des subventions de différents partenaires, dont la Banque Mondiale (400 \$ US millions) et l'UE (214 \$ US millions).

La Jordanie importe plus de 90% de ses besoins en énergie et en céréales.¹⁸ Le royaume est **dépendant de ses voisins concernant l'approvisionnement en ressources naturelles**. Bien que le pays dispose d'un grand potentiel d'énergie solaire et éolienne, il reste fortement dépendant de l'importation d'énergie fossile et la part d'énergie durable et renouvelable est modeste. La production d'énergies alternatives locales permettrait donc dans le même temps de réduire le déficit commercial. La Jordanie importe massivement de l'eau en provenance

¹³ Jordan's Central Bank

¹⁴ Jordan's Tourism Sector Analysis And Strategy For Sectorial Improvement, GIZ Jordan, 2019

¹⁵ Ibid

¹⁶ Jordan National Tourism Strategy 2021 – 2025

¹⁷ Zone du sud de la Jordanie qui comprend Aqaba, Pétra et Wadi Rum.

¹⁸ Banque Mondiale

d'Israël et du pétrole en provenance d'Arabie Saoudite et d'Irak.¹⁹ En outre, l'Irak et la Jordanie sont en discussion pour construire un oléoduc reliant la ville irakienne de Bassorah, à la ville portuaire d'Aqaba. Le projet, estimé à 9 \$ US milliards, revêt une importance capitale pour la Jordanie, car il permettrait au royaume hachémite d'assurer sa sécurité énergétique face à l'augmentation des coûts de l'énergie qui a contribué à l'émergence de conflits sociaux.²⁰

Enfin, la Jordanie joue un rôle de premier plan dans le commerce mondial de **la potasse et des phosphates**, deux éléments importants pour l'économie locale. La Jordanie offre aussi un réservoir de **capital humain hautement qualifié**, très compétent dans les domaines de la santé et de l'éducation et qui maîtrise parfaitement l'anglais. Le royaume est à l'échelle mondiale, l'un des pays qui compte le plus grand nombre d'ingénieurs, de médecins et d'infirmiers par habitant.²¹ Qui plus est, selon les secteurs économiques, la maîtrise de la langue arabe n'est pas obligatoire, l'anglais est la langue d'usage dans les secteurs du commerce et de la banque.

La digitalisation de l'économie jordanienne est développée dans le **Jordan National Digital Transformation Strategy & Implementation Plan 2021–2025**. Ce plan a pour but d'accompagner la numérisation de nombreux secteurs de l'économie, en particulier des secteurs publics, en développant les services numériques et les technologies digitales. Dans un rapport sur la **numérisation** au Moyen-Orient de 2022, la Banque mondiale a considéré la Jordanie comme l'un des écosystèmes digitaux naissants ou en devenir. La digitalisation et la numérisation de l'économie font partie des principaux éléments de diversification de l'économie jordanienne dans les années à venir. Le secteur semble donc actif et prometteur. De plus, les autorités jordaniennes ont annoncé vouloir connecter toutes les institutions gouvernementales, ainsi que 80% des établissements commerciaux et 55% des foyers au réseau de fibre optique d'ici à 2025. Elles ont aussi annoncé la couverture de la moitié du territoire jordanien avec la 5G d'ici à 2025, la création de 28 000 emplois directs et 56 000 emplois au travers l'auto-entreprenariat. Cependant, la politique de digitalisation de l'économie jordanienne ne prime pas sur les priorités de sécurité, comme le démontre l'interdiction de certains réseaux sociaux et de nombreux VPN, qui est un obstacle au développement d'un secteur numérique prospère.

3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

3.1 Politique et priorités du pays hôte

La Jordanie est **dépendante de l'aide financière internationale**, celle-ci a atteint près de 2,5 \$ US milliards en 2022. Les États-Unis, la Banque mondiale et l'Allemagne comptent parmi les principaux donateurs. En septembre 2022, un mémorandum d'entente a été signé entre la Jordanie et les États-Unis. Les États-Unis fourniront 1,45 \$ US milliard par an en aide étrangère bilatérale à la Jordanie durant la période 2023-2029, dont 610 \$ US millions en aide directe au Trésor, 350 \$ US millions en soutien aux réformes économiques prioritaires et 400 \$ US millions en aide militaire. Il s'agit du quatrième mémorandum d'ententes entre les deux pays. Le soutien budgétaire américain (exceptée l'aide militaire) représente 6% du budget annuel de l'Etat jordanien, et démontre non seulement la fragilité du budget jordanien mais aussi l'intérêt politique énorme des États-Unis d'assurer la stabilité économique et sociale de la Jordanie, un pays clé dans la stratégie régionale américaine. Le mémorandum soutient les réformes clés menées par le gouvernement du roi Abdallah, notamment la gestion des ressources hydrauliques et l'ouverture économique. Au total, au cours des quatre dernières années, les États-Unis ont fourni 5,3 \$ US milliards d'aides à la Jordanie. L'Allemagne a annoncé qu'elle accorderait une aide de 413,9 millions d'euros pour la période 2022-2023 dont 318,4 millions d'euros d'aide au développement, y compris 95,5 millions d'euros pour soutenir l'accueil des réfugiés syriens.

¹⁹ D'après le Ministère de l'énergie, 90% du pétrole provient d'Arabie Saoudite (Aramco) et 10% d'Irak

²⁰ The Arab Gulf States Institute in Washington

²¹ Un Jordanien sur 40 est ingénieur, ce qui fait de la Jordanie le pays qui compte le plus d'ingénieurs par habitant au monde, selon l'Association des ingénieurs jordaniens (JEA).

La **Banque mondiale** continue de soutenir la Jordanie avec son Country Partnership Framework 2017-2022, dont la durée a été prolongée d'un an. Au cours des quatre dernières années, la Banque mondiale a fourni 3,2 \$ US milliards d'aides à la Jordanie.

En 2022, la Jordanie a aussi cherché à approfondir ses relations économiques **avec les pays environnants**. La Jordanie et l'Arabie Saoudite ont signé des accords de coopération concernant les produits miniers, les engrais et l'industrie. Les Émirats arabes unis, l'Égypte et la Jordanie ont signé en mai 2022 à Abou Dhabi un partenariat industriel qui marque une nouvelle ère d'opportunités économiques dans les secteurs clés de l'alimentation et l'agriculture, des engrais, des produits pharmaceutiques, des textiles, des minéraux et de la pétrochimie. De plus, les Émirats arabes unis, Israël et la Jordanie ont signé en 2022 un second mémorandum d'entente permettant notamment l'échange d'énergie solaire jordanienne contre de l'eau dessalée israélienne. Un accord au potentiel de plus de 1 \$ US milliard a été signé par des leaders économiques de la Mecque et d'Amman en 2022, afin de développer les relations économiques entre ces deux villes. Les pays du Conseil de coopération du Golfe ont affirmé en 2022 leur soutien politique à la Jordanie, sans toutefois parler d'aspect financier.

Une liste des traités d'investissements bilatéraux de la Jordanie est à trouver sous ce lien : <https://investmentpolicy.unctad.org/international-investment-agreements/countries/106/jordan>

3.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)

L'**accord de libre-échange** signé en 2001 entre l'AELE et la Jordanie est entré en vigueur en 2002. L'Accord comprend des dispositions relatives à la suppression des droits de douane et autres barrières commerciales ainsi que d'autres sujets liés au commerce tels que les règles de concurrence, la protection de la propriété intellectuelle, les marchés publics, les monopoles d'État et les aides d'État. Un comité mixte, qui avait été établi afin de superviser l'Accord, semble cependant en pause. En 2001, un accord est entré en vigueur concernant **la promotion et la protection réciproque des investissements**. Cet accord permet une certaine protection contre les discriminations entre investisseurs nationaux et investisseurs du pays partenaire, les expropriations illégales ou les entraves injustifiées à la circulation des paiements et des capitaux. La Jordanie et le Japon ont signé en 2018 un accord sur la promotion et la protection des investissements qui concerne, entre autres, les conditions d'expropriation et d'indemnisation, la liberté de transfert et les procédures de règlement des différends.²²

La Jordanie et la Suisse ont mené à Berne en 2022 avec succès des négociations sur **une convention contre les doubles impositions (CDI)**. Celle-ci doit en principe être ratifiée par les deux pays au cours de l'année 2023. La Suisse a également introduit **un échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers (EAR)** en 2017. Chaque nouveau partenariat doit être approuvé par le Parlement et la procédure concernant la Jordanie est en cours. Un décret fédéral approuvant l'introduction d'un EAR avec la Jordanie est attendu à court-terme.

Outre l'Accord avec l'AELE, la Jordanie est signataire de plusieurs accords de libre-échange régionaux dont le *Greater Arab Free Trade Area* (2004) et l'Accord d'Agadir (2004) qui visent à établir une zone de libre-échange entre la Jordanie, l'Égypte, le Maroc et la Tunisie. Un accord d'association UE-Jordanie a été signé en 1997 et est entré en vigueur en 2002. Le Conseil européen a adopté en 2011 une directive pour lancer des négociations concernant la signature d'un Accord de libre-échange complet et approfondi avec la Jordanie. Ces négociations n'ont cependant pas commencé. Un accord de libre-échange entre les États-Unis et la Jordanie a été signé en 2000 et est entré en vigueur en 2010. La Jordanie a aussi signé des accords bilatéraux de libre-échange avec le Canada et Singapour.

La Jordanie a conclu des conventions fiscales avec l'ensemble des pays du Moyen-Orient

²² Des accords similaires de protection des investissements ont été signés avec d'autres pays, dont l'Allemagne (2007), l'Arabie Saoudite (2017), le Canada (2009), la Chine (2001), la Corée du Sud (2004), les États-Unis (1997), la France (1978), l'Indonésie (1996), le Royaume-Uni (1979), la Russie (2007) et la Turquie (1993 et 2016).

et d'Afrique du Nord,²³ ainsi qu'avec l'Azerbaïdjan, la Bulgarie, le Canada, la Corée du Sud, la Croatie, la France, l'Inde, l'Indonésie, l'Italie, la Malaisie, Malte, l'Ouzbékistan, le Pakistan, les Pays-Bas, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni, le Soudan et l'Ukraine.

4 COMMERCE EXTÉRIEUR

4.1 Evolution et perspectives générales

La Jordanie exporte principalement des textiles, du potassium, des phosphates, des engrais, des légumes et des produits pharmaceutiques. Les États-Unis sont le premier destinataire des exportations jordaniennes (25.87% du total des exportations). Les pays de la région MENA sont les autres principaux marchés d'exportations (en particulier l'Arabie Saoudite qui représente 12.55% des exportations). À noter une augmentation relativement importante des exportations en 2022 vers la Syrie (+29.56%) en comparaison à l'année précédente. Seuls 3.66% des exportations jordaniennes se font vers l'Union européenne. En revanche, l'UE est le premier partenaire économique concernant les importations (17.18% du total des importations), suivi de l'Arabie Saoudite (15.09%), de la Chine (14.26%), des Émirats arabes unis (7.11%) et des États-Unis (5.96%).

Le volume des échanges commerciaux entre **les États-Unis et la Jordanie** s'est élevé en 2022 à environ CHF 3,57 milliards. En outre, la valeur des exportations de la Jordanie vers les États-Unis a augmenté pour atteindre approximativement CHF 2,19 milliards en augmentation de 6.2% par rapport aux chiffres de 2021. De même, la valeur des importations jordaniennes en provenance des États-Unis a augmenté de 7.3% en 2022.²⁴

Le volume des échanges commerciaux de **la Jordanie avec les États du Conseil de coopération du Golfe (CCG)** a atteint CHF 3,64 milliards au premier semestre 2022, contre CHF 2,65 milliards à la même période en 2021. Les exportations jordaniennes vers les pays du CCG ont augmenté au cours des six premiers mois de 2022 pour atteindre CHF 823,5 millions, contre CHF 793,7 millions au cours de la période correspondante de 2021.²⁵

La Jordanie est le 63e partenaire commercial de l'Union Européenne, représentant 0.1% du total des échanges de biens de l'UE avec le monde en 2020. Le total des échanges de biens entre l'UE et la Jordanie s'élevait à CHF 4,86 milliards en 2022. Les importations de l'UE en provenance de Jordanie s'élevaient à CHF 0,37 milliard.

Les exportations jordaniennes ont dans l'ensemble augmenté de 36% en 2022, boostées par les exportations de potasses et de phosphates. Les produits pétroliers représentent le premier poste d'importation avec environ 18% du total des importations jordaniennes, suivis des machines mécaniques (7.9%) et des véhicules (7%). La Jordanie exporte majoritairement des vêtements (21.9%), des engrais (10.4%) et des produits pharmaceutiques (7.7%).²⁶

La Jordanie s'est classée au 49^e rang de l'indice KOF de la mondialisation en 2022, qui mesure le niveau de mondialisation des pays dans le monde en se basant sur trois indicateurs, à savoir économique, social et politique. L'indice KOF permet d'évaluer notamment les flux économiques et restrictions économiques ainsi que les données sur les flux d'informations. Au niveau régional, la Jordanie se classe au quatrième rang derrière les Émirats arabes unis, Israël et le Qatar.

4.2 Commerce bilatéral

Les relations économiques entre la Suisse et la Jordanie sont bonnes, bien que peu intenses. D'après l'Office fédéral suisse de la douane et de la sécurité des frontières, les

²³ Excepté avec Israël et Oman

²⁴ Department of Statistics in Jordan

²⁵ Agence de presse Petra

²⁶ International Trade Center (ITC)

exportations en Jordanie ont augmenté en 2022 de 57.7%, atteignant CHF 1 075 millions. En revanche, la Suisse a, la même année, importé pour seulement CHF 13,88 millions, soit une baisse de 29.1% comparé à 2021. Le solde commercial entre les deux pays est largement excédentaire pour la Suisse, s'établissant en 2022 à CHF 1 061,25 millions.²⁷ Pour la Jordanie, la Suisse est le deuxième pays européen d'exportation derrière les Pays-Bas. Concernant les importations, la Suisse est le deuxième partenaire européen (+35.55%), derrière l'Allemagne.

Les échanges commerciaux entre la Suisse et la Jordanie concernent principalement l'or, les produits pharmaceutiques et les textiles.²⁸

La Jordanie est le 6^{ème} pays d'exportation pour la Suisse dans la région MENA en 2022, derrière les Émirats arabes unis, l'Arabie Saoudite, le Qatar, Égypte et Israël.

5 INVESTISSEMENTS DIRECTS

5.1 Evolution et perspectives générales

Le flux entrant d'IDE en 2022 correspondait à 1 302 \$ US milliards. L'UE est le premier investisseur étranger en Jordanie, représentant 55% du stock d'IDE dans le pays.

Les investissements en Jordanie sont principalement concentrés dans le domaine de l'immobilier (résidentiel et commercial), des services financiers et des grands projets touristiques. L'attractivité du pays réside en grande partie dans la qualité de ses infrastructures, son système bancaire solide et dynamique, ainsi que son niveau d'ouverture économique, qui a permis l'établissement de zones de libre-échange et de partenariats public-privé. De plus, la main d'œuvre est qualifiée et relativement à bas coût.

Cependant, la Jordanie cumule aussi des contraintes aux investissements. Les problèmes liés à la bureaucratie, à la corruption et à la protection des investissements constituent des obstacles aux IDE. Les tensions politiques dans la région avec la proximité de l'Irak, de la Syrie, d'Israël et de la Palestine sont des éléments régulièrement cités comme risques par les investisseurs. Sur le plan intérieur, l'afflux massif de réfugiés irakiens et syriens, ajouté à la présence importante de réfugiés palestiniens, sont également des facteurs de risque pour la cohésion sociale. Enfin, le déficit commercial structurel très important de la Jordanie, lié à son manque de ressources naturelles et de produits agro-alimentaires, dans une économie peu dynamique, entraîne une forte dépendance de l'extérieur, est aussi. Le taux de chômage très élevé est souvent mentionné comme frein.

La Jordanie a adopté en octobre 2022 *la New Investment Law* (loi n° 21-2022). Celle-ci est entrée en vigueur en janvier 2023 et remplace la loi sur les investissements n°30-2014. La *New Investment Law* régit l'établissement, la supervision et la gestion des zones franches, ainsi que le développement et la simplification des activités commerciales et économiques. Concernant l'emploi de main-d'œuvre étrangère, le pourcentage d'étrangers ne peut excéder 25% du nombre total de travailleurs au sein de l'entreprise. Ce taux peut toutefois être relevé jusqu'à 40% si le marché jordanien ne dispose pas des qualifications nécessaires.²⁹ Des restrictions sont applicables aux investissements étrangers dans certains secteurs économiques. Ainsi, les étrangers ne peuvent investir dans les entreprises de sécurité, les carrières de pierre à des fins de construction, les services de dédouanement et les boulangeries. De plus, il leur est également interdit de faire du commerce d'armes et de feux d'artifice.

La **position concurrentielle de la Jordanie** a rétrogradé en 2022 en comparaison à l'année précédente. Elle figure à la 56^{ème} position (-7) du classement annuel de compétitivité de l'IMD et en 53^{ème} position du *World Digital Competitiveness* (-4). La Jordanie se classe 49^{ème} du *World Talent Ranking* (-9) et en 78^{ème} position de l'Indice mondial de l'innovation 2022

²⁷ Chiffres de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières

²⁸ Cf. Annexe 4

²⁹ Law No. (21) of 2022 Investment Environment Law Published in the Official Gazette No. (5821) on 16/10/2022

réalisé par l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (+3).

En outre, le flux **des envois de fonds vers la Jordanie** a connu une croissance rapide au cours des années 1970 et 1980, lorsque la Jordanie a commencé à exporter de la main-d'œuvre qualifiée vers les pays du Golfe. Environ 90% des expatriés jordaniens travaillent en Arabie Saoudite et aux Emirats arabes unis. Ces transferts de fonds représentent une importante source de financement pour le royaume hachémite puisqu'au cours du troisième trimestre 2022, la diaspora a transféré CHF 602,55 millions (représentant 1.25% du PIB de la Jordanie en 2022).

5.2 Investissements bilatéraux

Selon les statistiques de la Banque nationale suisse,³⁰ le stock des investissements directs suisses en Jordanie à la fin 2021³¹ s'est chiffré à **CHF 236 millions**, représentant une augmentation de 27.5% par rapport à 2020. Les flux d'investissements directs depuis la Suisse vers la Jordanie ont atteint CHF 43 millions en 2021. Le FMI estime que les ODI suisses en Jordanie ont représenté en 2021 un montant de 258 millions de dollars.³²

En 2021, on comptait **onze filiales d'entreprises suisses** en Jordanie. La même année, celles-ci **employaient 1 853 personnes** et ont dégagé un chiffre d'affaires de CHF 360 millions (+11.45% par rapport à 2020, mais en baisse de 22.91% par rapport à 2019 avant la pandémie mondiale de la COVID).³³

La plupart des entreprises suisses sont actives dans les secteurs pharmaceutique et chimique (Novartis, Roche, Syngenta), de l'hôtellerie et des services (Mövenpick, SGS), des machines/infrastructures (ABB) et des produits alimentaires (Nestlé). L'on peut aussi mentionner la présence de l'entreprise de ciment Holcim et depuis 2022 de la compagnie aérienne Edelweiss Air qui relie les aéroports d'Amman et d'Aqaba à celui de Zurich.

6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse

Le Swiss-Jordanian Business Club (SJBC) a été créé en 2006, il cherche à développer et renforcer les relations de coopération bilatérale avec la Suisse dans divers domaines économiques. De taille modérée, c'est à son initiative que les négociations concernant l'accord sur la non double imposition ont repris et finalement abouti. Le SJBC est dirigé par Adnan Talhouni, ancien Ambassadeur de Jordanie en Suisse. Le SJBC, sous l'impulsion de son président, a joué un rôle important en 2022 dans la mise en relation entre le *Transnational Red Sea Center* (centre de recherche sur les coraux de la mer rouge, basé à l'EPFL) et SESAME³⁴ (laboratoire de recherche de physique des particules).

L'Ambassade de Suisse à Amman veille au maintien d'un environnement économique favorable pour les entreprises suisses en Jordanie en privilégiant le dialogue avec les ministères et dirigeants jordaniens. La section diplomatique de l'Ambassade est responsable des questions économiques, et apporte lorsqu'il est nécessaire un soutien aux entreprises suisses. L'Ambassade organise des rencontres avec les acteurs économiques suisses présents en Jordanie et maintient un contact régulier avec ces derniers. Enfin, l'Ambassade contribue à la promotion de la suisse et de son économie au travers ses réseaux sociaux.

De plus, les Bourses d'excellence de la Confédération suisse pour chercheurs et doctorants étrangers contribuent à renforcer l'image positive de la Suisse. En 2022, l'Ambassade de

³⁰ data.snb.ch

³¹ Chiffres pour 2022 non disponibles à la date d'écriture du rapport

³² L'ODI (Outward Direct Investment) concerne une entreprise résidente qui investit dans un pays non-résident dans le cadre d'une stratégie d'expansion de ses activités. A l'inverse, l'IDE se produit lorsqu'une entreprise non-résidente investit dans les actions d'une entreprise résidente.

³³ Banque nationale suisse (BNS)

³⁴ Synchrotron-light for Experimental Science and Applications in the Middle East

Suisse a proposé l'obtention d'une bourse à destination des chercheurs associés, des étudiants en doctorat et des chercheurs postdoctoral. Ces bourses sont très sélectives (uniquement doctorats et post-doctorats) et par conséquent, les élargir aux étudiants en Master, permettrait très probablement d'augmenter et de renforcer davantage encore la visibilité de la Suisse en Jordanie.

Switzerland Global Enterprise (S-GE) compte parmi les acteurs promouvant l'économie suisse, en accompagnant les entreprises suisses dans leurs installations en Jordanie. S-GE ne dispose pas de bureau en Jordanie, mais participe à l'amélioration de la coopération économique entre la Suisse et les pays du Moyen-Orient depuis le *Swiss Business Hub Middle East* basé à Dubaï. Il n'existe en revanche pas de chambre de commerce suisse sur le territoire jordanien.

Enfin, chacune des trois langues officielles suisses possède un *soft power* important, en particulier l'allemand. La langue de Goethe est apprise par de nombreux jeunes en quête d'opportunités économiques, offertes notamment par la renommée *German Jordanian University*. La forte demande pour apprendre l'allemand est encouragée par le fait que l'Allemagne importe une main d'œuvre qualifiée en provenance de Jordanie pour alimenter son marché du travail.

6.2 Intérêt du pays hôte pour la Suisse

La Suisse a une bonne réputation auprès du gouvernement jordanien, principalement en termes d'éducation, d'emploi et de formation professionnelle. La Suisse est aussi perçue comme un acteur honnête et sans agenda caché. Auprès de la population jordanienne, les clichés des grandes banques suisses et de la richesse persistent.

La Suisse est une destination touristique attrayante pour les Jordaniens et les Jordaniennes, mais le coût de la vie élevé en Suisse et l'obligation d'obtenir un visa la rendent inaccessible pour une grande partie de la population.

Avec 257 résidents suisses établis en Jordanie en 2022 (dont 150 doubles nationaux), la communauté helvétique est de taille relativement réduite. La communauté jordanienne en Suisse compte 459 ressortissants.

ANNEXE 1 – Structure de l'économie

Structure de l'économie du pays hôte

	2015	2021*
Répartition du PIB		
Secteur primaire	4.9%	5.4%
Secteur manufacturier	28.1%	27.1%
Services	67.0%	67.5%
– dont services publics	n/a	n/a

	2015	2021
Répartition de l'emploi		
Secteur primaire	3.3%	3.0%
Secteur manufacturier	25.4%	24.4%
Services	71.3%	72.6%
– dont services publics	n/a	n/a

Source(s) : UN Data App

<http://data.un.org/en/iso/jo.html>

*données pour l'année 2022 non disponible à la date de rédaction du rapport

ANNEXE 2 – Principales données économiques

Principales données économiques du pays hôte

	2021	2022	2023 (projections)
PIB (USD mia)*	45,31	48,07	50,84
PIB/habitant (USD)*	4 410	4 670	4 930
Taux de croissance (% du PIB)*	2.2	2.4	2.7
Taux d'inflation (%)*	1.31	3.79	2.98
Taux de chômage (%)*	24.4	n/a	n/a
Solde budgétaire (% du PIB)*	-8.8	-6.7	-4.8
Solde des transactions courantes (% du PIB)*	-8.3	-3.9	-3.0
Dettes extérieures totales (% du PIB)**	91.9	91	89.8
Service de la dette (USD million)**	3 110	4 254	3 478
Réserves (mois d'importations)**	7.2	9	n/a

* Source : FMI, World Economic Outlook (October 2022), consulté le 01.02.2023

- <https://www.imf.org/en/Publications/SPROLLS/world-economic-outlook-databases#sort=%40imfdate%20descending>

** Source : FMI, Article IV Consultation (Juillet 2022), consulté le 01.02.2023

- <https://www.imf.org/en/Countries>
- <file:///C:/Users/LFL/Downloads/1JOREA2022003.pdf>

ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux

Partenaires commerciaux du pays hôte

année : 2022

Perspective selon le pays hôte

Rang	Pays	Exportations par le pays hôte (USD millions)	Part	Var. ³⁵	Rang	Pays	Importations par le pays hôte (USD millions)	Part	Var. ¹⁰
1	Etats-Unis	2 633,36	25.87%	13.91%	1	Arabie S.	3 952,02	15.09%	22.94%
2	Arabie S.	1 277,79	12.55%	19.69%	2	Chine	3 732,68	14.26%	18.83%
3	Inde	1 268,71	12.46%	-1.02%	3	EAU	1 863,44	7.11%	30.46%
4	Irak	678,88	6.67%	10.35%	4	Etats-Unis	1 561,87	5.96%	12.24%
5	Koweït	277,36	2.72%	20.21%	5	Allemagne	856,78	3.27%	11.76%
6	EAU	261,90	2.57%	2.67%	6	Egypte	854,76	3.26%	15.16%
7	Egypte	260,13	2.55%	25.82%	7	Suisse	824,36	3.14%	35.55%
8	Palestine	247,89	2.43%	22.07%	8	Türkiye	816,86	3.12%	18.22%
9	Indonésie	210,64	2.06%	24.75%	9	Roumanie	771,22	2.94%	30.38%
10	Syrie	153,30	1.50%	29.56%	10	Italie	763,93	2.91%	18.88%
23	Suisse	74,60	0.73%	14.41%					
	UE	372.63	3.66%	23.89%		UE	4 497,78	17.18%	17.48%
	Total	10 177,58	100 %	14.46%		Total	26 174,26	100 %	19.85%

Source(s) : <https://data.imf.org/?sk=9D6028D4-F14A-464C-A2F2-59B2CD424B85&slid=1514498277103>

³⁵ Variation par rapport à l'année précédente en %

ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux

Echanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et le pays hôte

	Export (Mio. CHF)	<i>Variation (%)</i>	Import (Mio. CHF)	<i>Variation (%)</i>	Solde (en Mio.)	Volume (en Mio.)
2017	522,39	19.1	5,54	-36.5	516,85	527,93
2018	320,56	-38.6	9,88	78.0	310,68	330,44
2019	277,20	-13.5	51,72	423.5	225,48	328,92
2020	263,38	-5.0	267,23	416.6	-3,85	530,61
2021	681,79	158.9	19,58	-92.7	662,21	701,37
(Total 1)*	233,12	1.6	11,76	70.5	221,36	244,88
2022	1.075,13	57.7	13,88	-29.1	1.061,25	1.089,01

*) Total « conjoncturel » (total 1) : sans l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes, ni les objets d'art et antiquités

***) Variation (%) par rapport à la période de l'année précédente

Exportation	2021 (% du total)	2022 (% du total)
1. Perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux, plaqués ou doublés de métaux précieux et ouvrages en ces matières; bijouterie de fantaisie; monnaies	66.03%	77.71%
2. Produits pharmaceutiques	19.45%	12.27%
3. Horlogerie	7.16%	5.37%
4. Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins mécaniques; parties de ces machines ou appareils	1.16%	0.95%

Importations	2021 (% du total)	2022 (% du total)
1. Vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie	25.69%	35.85%
2. Perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux, plaqués ou doublés de métaux précieux et ouvrages en ces matières; bijouterie de fantaisie; monnaies	40.24%	29.05%
3. Vêtements et accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie	7.30%	8.37%
4. Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie, de mesure, de contrôle ou de précision; instruments et appareils médico-chirurgicaux; parties et accessoires de ces instruments	5.59%	7.71%

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières

<https://www.gate.ezv.admin.ch/swissimpex/>

ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs

Principaux pays investisseurs dans le pays hôte année : 2021

Rang	Pays	Investissements directs (USD, stock)	Part	Variation (stock)	Flux année écoulée (USD)
1			..%	+/- ...%	....
2			..%	+/- ...%	....
3	.....	.....	..%	+/- ...%	....
4	.....	.....	..%	+/- ...%	....
5	.....	.....	..%	+/- ...%	....
6	.....	.....	..%	+/- ...%	....
7	.....	.....	..%	+/- ...%	....
8	.....	.....	..%	+/- ...%	....
9	.....	.....	..%	+/- ...%	....
10	.....	.....	..%	+/- ...%	....
...	UE	.....	..%	+/- ...%	....
...	<i>Suisse</i>	.....	..%	+/- ...%	....
	Total	37 305	100 %	+2.0 %	622

Source(s) : https://unctad.org/system/files/non-official-document/wir_fs_jo_en.pdf

Les dernières données disponibles concernant l'origine des ODI³⁶ datent de 2009 et sont les suivantes:

- Arabie Saoudite : 18.19%
- Koweït : 15.57%
- Etats-Unis : 7.92%
- Emirats arabes unis : 7.77%
- Irak : 7.11%

³⁶ Outward Direct Investment positions, IMF